

LE JOURNAL DES DEBATS

LEGISLATIFS ET LITTÉRAIRES DU CANADA.

"MIHI A SPE, METU, PARTIBUS REIPUBLICÆ ANIMUS LIBER EST."—*Salluste. Catil.*

VOL. I.

TORONTO, MERCREDI, 7 AVRIL, 1858.

No. 22

HORS DE L'INDUSTRIE, POINT DE SALUT.

La concision exigée dans les titres par les typographes, vient de nous faire écrire, sous forme de maxime générale, applicable à tous les peuples et à toutes les générations, une vérité qui ne concerne que certaines nations, parmi lesquelles nous plaçons la nôtre.

Tel n'est pas l'avis du *Leader*, si nous devons en juger du moins par un article fourmillant de raisons spécieuses et de paradoxes, qu'il vient de publier ce matin même.

Bien que notre confrère termine son *berit* en disant qu'il est surprénant qu'après avoir vu leurs raisons réfutées mille fois, les protectionnistes aient encore le courage de batailler pour leur système, nous oserons affronter ces railleries et cette sentence, sachant que souvent ces prétendus sentiments de fier dédain ne sont que de belles guenilles destinées à couvrir la nudité d'une maigre et impuissante argumentation.

Si la théorie des protectionnistes est fallacieuse, ce n'est pas, dans tous les cas, le *Leader* qui le prouve, ce matin ; loin de là, ce sont, au contraire, ses raisons elles-mêmes que l'on pourrait taxer de fallacieuses, ainsi que nous allons le démontrer.

Notre confrère commence d'abord par avouer que depuis un trop grand nombre d'années le chiffre de nos importations dépasse de beaucoup celui des exportations canadiennes. Rien n'est plus brutal qu'un chiffre, disent les statisticiens, et M. Cayley lui-même fut obligé, l'autre jour, d'avouer que la nation canadienne dépense plus qu'elle ne gagne. C'est là une bien triste vérité, surtout si l'on se souvient d'une seconde maxime qui, non moins cruelle que les chiffres, nous apprend qu'une nation, semblable en cela à un particulier, ne peut faire face à ses dépenses que de trois manières différentes : en obtenant un revenu égal au chiffre de ses dépenses, ou en se plongeant dans des dettes pour le paiement desquelles elle offre à ses créanciers des garanties quelconques, ou bien encore en répudiant ses dettes et se remettant au niveau de ses affaires, grâce à une banqueroute à peu près générale. Il est inutile, sans doute, de faire remarquer que le revenu d'une nation ne peut provenir que de son exportation, de même qu'un cultivateur ne paie ce qu'il achète qu'avec le produit de ses ventes. Il ne lui servirait de rien, s'il devait chez le marchand du carrefour de la route voisine une robe d'indienne achetée par sa femme ou une demi-douzaine d'instruments aratoires, de dire au boutiquier : ma terre est excellente ; mes champs produisent autant de blé qu'il en faut pour nourrir ma grosse famille, et mes prairies donnent assez de foin pour l'entretien des chevaux et de tout le bétail.— C'est très-bien, répondrait le marchand ; je vois que votre propriété vous permet de bien vivre ; mais n'avez-vous rien à vendre ou à me donner en échange de ce que vous et votre femme m'avez acheté ? vous vous êtes endetté envers moi et tout le bien que vous dites de vos terres ne servira pas à biffer un seul chiffre de mes livres de compte.

Le pauvre cultivateur n'aurait, on le conçoit, que trois ressources pour ne plus se trouver à l'avenir dans de semblables embarras—naturellement, comme il est honnête, il ne songe nullement à la banqueroute, aussi longtemps du moins qu'il pourra s'en garder. Il aura, soit à exporter davantage de sa ferme au marché, soit à importer moins des magasins à sa maison, ou bien, s'il ne peut faire ni l'un ni l'autre, à donner à ses créanciers une hypothèque sur ses terres et, on l'avouera, c'est là pour un cultivateur une bien triste ressource.

Eh ! bien, pouvons-nous exporter en plus grande quantité que nous ne le faisons ?

Oui, au moyen de l'industrie ;

Non, si nous nous bornons à vendre aux nations étrangères, du bois de construction et quelques céréales obtenues à grand-peine dans nos campagnes.

D'un autre côté, pouvons-nous importer moins qu'aujourd'hui ?

Non, si nous ne fabriquons point ; car nous ne sommes pas extravagants. À part quelques très-rare exceptions, le luxe est loin d'être esquivé dans les villes. Quant aux campagnes, c'est à peine si les marchandises importées, qui ne sont pas de nécessité première y trouvent quelques acheteurs.

Mais nous pourrions diminuer à suétement le chiffre de nos importations, si nous prenions de telles mesures que la moitié de ce que nous achetons à l'étranger pût se fabriquer chez nous-mêmes. Lors-qu'on ne peut pas se passer d'un objet, il n'y a, en effet, que deux moyens de l'obtenir : il faut se le procurer chez les autres ou le faire soi-même. Dans le premier cas, on importe ; dans le second, on a recours à sa propre industrie.

Mais le *Leader* a là-dessus de singulières idées. Il avoue que nous nous endettons et il ne voit pas de fin à ce triste état des choses.

Supposez, dit-il, que A, se livrant à une certaine profession, gagne \$4,000 par an et en dépense \$5,000, irez-vous lui conseiller, afin de sortir d'embarras, de partager son temps entre sa première profession et un second travail, de telle manière qu'il ne gagnât plus que \$3,500, l'an ? Sera-t-il plus en mesure avec ces \$3,500 de payer les \$5,000, que lorsqu'il en gagnait \$4,000 ?

Ce raisonnement du *Leader* a tout l'air d'être fait pour des enfants et notre confrère ne serait lui-même qu'un grand enfant s'il l'avait fait sérieusement. C'est, en effet, se donner trop facilement la victoire que de dire d'un air profond qu'un homme avec \$3,500 dans sa poche est moins en mesure d'en payer \$5,000, que s'il avait \$4,000 en portefeuille. Mais ce qui est bien moins évident, c'est que celui qui gagnait d'abord \$4,000, devra inévitablement voir son gain diminuer s'il se lance dans deux entreprises à la fois.

Voici dans une famille cinq frères intelligents et laborieux, osez-vous dire que si l'un d'eux se met à la tête d'une scierie, et si un second s'établit marchand dans le voisinage, tandis que les trois autres continueront à cultiver les champs de leurs pères, ils devront nécessairement gagner moins à eux cinq, que s'ils étaient restés tous dans le patrimoine de la famille ?

Le *Leader* ne peut pas vouloir dire en thèse générale que l'industrie est bien moins profitable que l'agriculture, car il serait une assertion gratuitement erronée ; mais peut-être pense-t-il que le Canada est moins propre à l'industrie qu'à l'agriculture. Si telle est son opinion, c'est qu'il nous permette de lui dire, qu'il n'entend pas plus à l'une qu'à l'autre, car, en prenant le Canada comme un tout, il offre au cultivateur moins de conditions favorables que peut être n'importe quel État de l'Union américaine. S'il en doute, qu'il aille aux champs, dans le Bas-Canada, pendant les longs hivers qui ne permettent au cultivateur presque aucun travail rémunérateur, ou durant la saison reculée des pluies printanières, ou bien enfin, à l'époque des précoces gelées d'automne ou des averses incessantes.

Nous savons bien que nous nous exposons, en parlant ainsi, à une avalanche d'éloquence patriotique et que plusieurs journalistes,